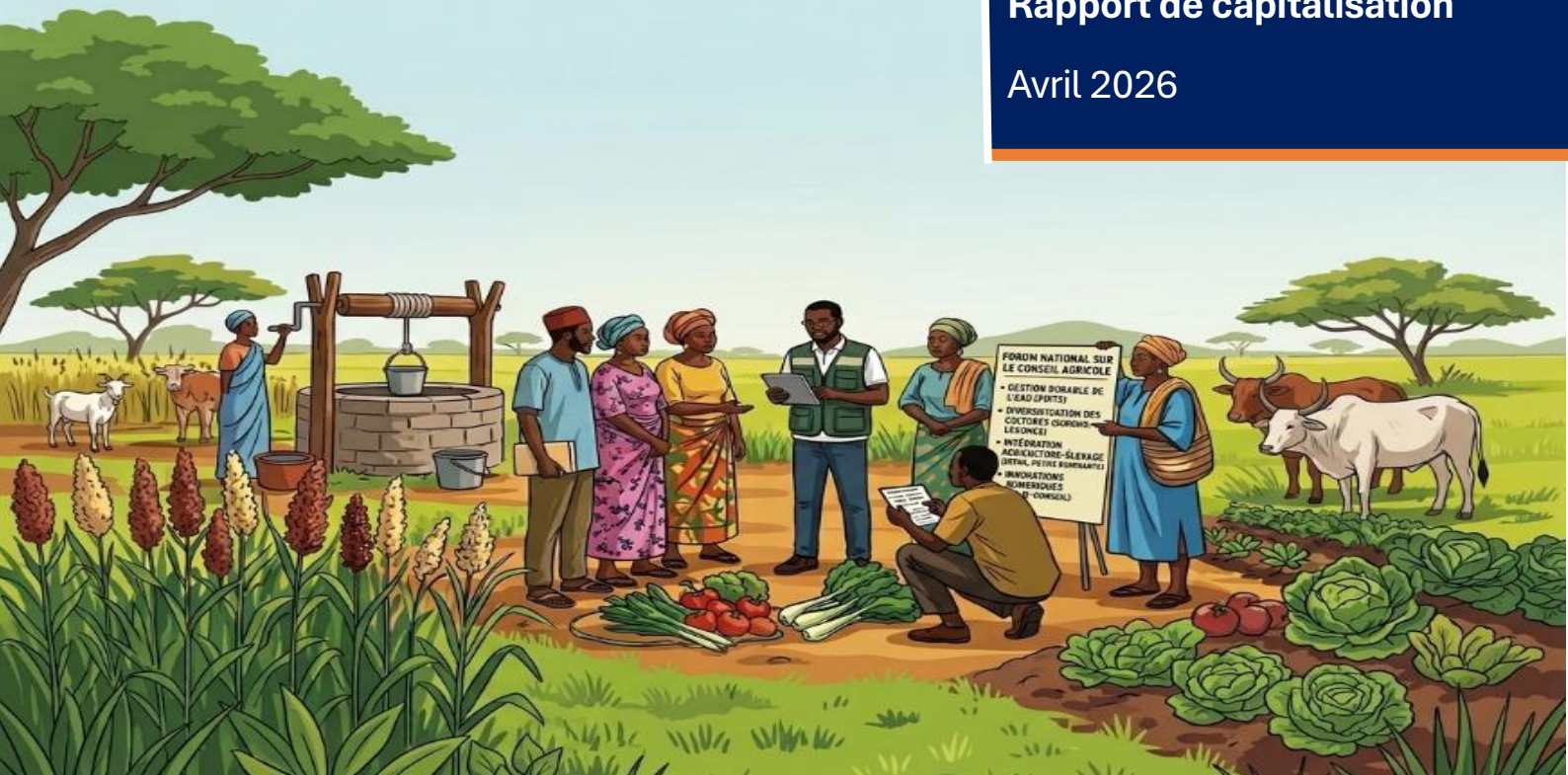


RESCAR - AOC

Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre

Rapport de capitalisation

Avril 2026



CAPITALISATION DES EXPERIENCES DES FORA NATIONAUX DE CONSEIL AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Bénin | Burkina Faso | Cameroun | Côte d'Ivoire

| Ghana | Nigéria | Sénégal | R.D. Congo

► Table des matières

Sigle et abréviations	iii
Liste des tableaux.....	ii
Liste des figures	ii
Liste des annexes	ii
Remerciements	iv
Résumé.....	v
Introduction générale	1
1. Méthodologie et limites de la capitalisation	2
1.1. Méthodologie de l'étude	2
1.2. Limites de l'étude.....	4
2. Caractérisation et importance d'un forum national de conseil agricole	4
2.1. Définition du forum national de conseil agricole.....	4
2.2. Principes fondamentaux d'un forum national de conseil agricole	4
2.3. Principaux objectifs qu'un forum devrait poursuivre	6
2.4. Rôle spécifique d'un forum dans la fourniture des services de conseil agricole.....	7
2.5. Valeur ajoutée d'un forum dans un contexte pluraliste de conseil agricole où la coordination et le contrôle de la fourniture des services devrait être un rôle régalien des Etats	7
2.6. Facteurs de réussite d'un forum national de conseil agricole	8
3. Etats des lieux des fora nationaux de CA en Afrique de l'Ouest et du Centre	9
4. Fonctionnement des fora nationaux	9
4.1. Structuration des fora nationaux.....	9
4.2. Gouvernance actuelle des fora nationaux	10
4.3. Inclusivité et participation de l'ensemble des acteurs du conseil agricole aux actions des fora nationaux	11
4.4. Contribution réelle des fora nationaux à la fourniture des services de conseil agricole	12
4.5. Principaux défis rencontrés dans la gouvernance et le fonctionnement des fora nationaux	12
4.6. Leçons apprises sur la mise en place et le fonctionnement des fora nationaux.....	14
5. Pertinence actuelle des fora nationaux et recommandations pour leur mise en place ou redynamisation	14
5.1. Pertinence actuelle des fora nationaux.....	14

5.2. Recommandations pour lever les principaux défis rencontrés dans le fonctionnement actuel des fora nationaux.....	15
5.3. Recommandation pour la redynamisation des fora nationaux en souffrance.....	15
5.4. Recommandations pour la mise en place de nouveaux fora nationaux de conseil agricole	16
Conclusion.....	17
Bibliographie	18
Annexes	viii

► Liste des tableaux

Tableau 1 : Experts et Présidents de fora nationaux de conseil agricole touchés pour la réalisation de l'étude.....	3
--	---

► Liste des figures

Figure 1 : Cartographie mondiale des fora et réseaux d'acteurs de conseil agricole.....	9
--	---

► Liste des annexes

Annexe 1 : Questionnaire d'échange avec les experts du conseil agricole sur le dysfonctionnement des fora nationaux	viii
Annexe 2 : Questionnaire d'échange avec les présidents de fora nationaux de conseil agricole	ix

► Sigle et abréviations

AFAAS	Forum africain des services de vulgarisation agricole
CA	Conseil agricole
CEA	Commission Economique pour l'Afrique
CIRAD	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CORAF	Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles
GFRAS	Forum mondial sur les services de conseil rural
ONG	Organisation non gouvernementale
OP	Organisation paysanne
RESCAR-AOC	Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre
SARFAAS	Forum régional d'Afrique australe pour les services de vulgarisation agricole
SCA	Services de conseil agricole
SSANAAS	Réseau de l'Afrique subsaharienne pour les services de conseil agricole
TIC	Technologies de l'information et de la communication

► Remerciements

Ce document de capitalisation des expériences des fora nationaux de conseil agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre a été élaboré dans le cadre des activités du projet DéSIRA+AO sur lequel intervient le Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre (RESCAR-AOC). Sa rédaction a été rendu possible grâce à l'expertise, la collaboration et les efforts conjugués de plusieurs experts du conseil agricole et de présidents de fora nationaux de conseil agricole d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le RESCAR-AOC à travers ses lignes traduit sa reconnaissance et ces remerciements à l'ensemble des acteurs du conseil agricole spécifiquement aux personnes suivantes :

Experts du conseil agricole :

- Professeur **Simplice DAVO** du Bénin ;
- Monsieur **W. Jean de Dieu NITIEMA** du Burkina Faso ;
- Monsieur **Nestor NGOUAMBE** du Cameroun ;
- Monsieur **Gabriel OWUSU** du Ghana ;
- Professeur **Tunji AROKOYO** du Nigéria ;
- Docteur **Patrice DJAMEN NANA** du Sénégal ;
- Madame **Victorine MBOMBO** de la République Démocratique du Congo.

Présidents de fora nationaux de conseil agricole :

- Professeur **Ismail M. MOUMOUNI** du Bénin ;
- Monsieur **Seydou OUEDRAOGO** du Burkina Faso ;
- Madame **Nathalie NTUMY BOGUI** de la Côte d'Ivoire ;
- Docteur **K. A. Amezah** du Ghana ;
- Professeur **Fadlullah Olayiwola ISSA** du Nigéria ;
- Madame **Victorine MBOMBO** de la République Démocratique du Congo.

► Résumé

L'agriculture constitue un pilier important du développement économique en Afrique de l'Ouest et du Centre. Elle mobilise près de 60% de la population active et contribue significativement au PIB (près de 35%). Malgré cette importance, le secteur fait face à de nombreux défis notamment la faible productivité liée aux pratiques inadéquates, la vulnérabilité au climat, la faible mécanisation et la dégradation accrue des terres. Dans un tel contexte, le conseil agricole joue un rôle clé en facilitant l'accès des producteurs aux innovations, aux informations et aux pratiques adaptées. Toutefois, l'offre des services de conseil agricole demeure insuffisante en qualité et en quantité. Pour pallier à cette insuffisance, plusieurs pays ont mis en place des fora de conseil agricole qui sont des plateformes multi-acteurs visant à améliorer la coordination, la qualité et l'efficacité des services de conseil agricole.

La présente étude avait pour objectif de capitaliser les expériences des fora nationaux de conseil agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre à travers une analyse de leur fonctionnement, des défis rencontrés et identifier les leviers de performance. Pour se faire, une approche méthodologique mixte a été adoptée. Elle a reposé sur une combinaison de recherche documentaire et de collecte de données auprès d'experts du conseil agricole (CA) et de présidents de fora nationaux de conseil agricole et rural dans huit (08) pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Sénégal, Cameroun et République Démocratique du Congo.

L'étude a ainsi permis de faire la lumière sur les caractéristiques et l'importance des fora nationaux de conseil agricole, l'état des lieux et le fonctionnement de ces plateformes multi-acteurs, leur pertinence et les recommandations à prendre en compte pour leur mise en place. Il ressort également de cette étude que les fora nationaux de conseil agricole sont des outils indispensables pour mieux structurer et moderniser les systèmes de conseil agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le renforcement structurel et organisationnel de ces structures est essentiel pour promouvoir la durabilité, l'inclusivité et la productivité de l'agriculture ouest et centre africaine et de répondre aux enjeux de sécurité alimentaire et de développement rural en Afrique.

► Introduction générale

L'agriculture est au cœur de la croissance économique et du développement en Afrique. Elle fournit environ 80% des besoins alimentaires pour près de 300 millions de personnes dans la région ouest africaine (CEA, 2012). Dans cette région de l'Afrique, le secteur agricole constitue la principale activité d'environ 60% de la population active et représente près de 35% du produit Intérieur Brut (PIB) (CEA, 2012). Bien qu'elle y occupe une place importante, le développement du secteur est freiné par une faible mécanisation, des pratiques agricoles inadéquates, le manque d'infrastructures de stockage et de transport et une faible productivité liée aux aléas climatiques et à la dégradation des sols.

Le secteur agricole en Afrique est étroitement lié au conseil agricole qui joue un rôle central dans la promotion du développement durable en fournissant aux agriculteurs des informations, des techniques et des solutions adaptées à leurs besoins, permettant ainsi de transformer les connaissances scientifiques et techniques en pratiques concrètes sur le terrain. Depuis une trentaine d'années, l'offre en conseil agricole s'est beaucoup diversifiée dans la région mais reste bien loin de répondre aux besoins de l'ensemble des agriculteurs aussi bien en quantité qu'en qualité (Inter-réseaux, 2019a). Ce déficit a un impact indéniable sur la productivité agricole, l'environnement et la santé des populations.

En réponse à ce manque, plusieurs pays comme le Maroc, le Madagascar, le Bénin, le Burkina Faso et le Niger se sont dotés de nouvelles politiques, parfois ambitieuses et cherchent à redynamiser le conseil agricole en tirant parti de la diversité de démarches et de dispositifs existant de manière éparse sur le terrain, afin d'assurer leur coordination (Inter-réseaux, 2019a). Ces cadres de concertation existants tels que les fora nationaux demeurent encore peu connus et insuffisamment appropriés par les acteurs concernés. Ils se heurtent à d'importants problèmes de financement, de gouvernance, et de qualification des conseillers (Inter-réseau, 2019a). Selon RESCAR-AOC (2024a), de nombreux intervenants expriment également un besoin accru de connaissances sur les modalités de mise en place et de fonctionnement de ces plateformes.



A ce jour, il existe plus d'une centaine de fora dans le monde dont plus d'une trentaine en Afrique qui diffèrent sur plusieurs points (RESCAR-AOC, 2024b). Certains fora fonctionnent plus ou moins bien, et d'autres n'existent que par le nom et les difficultés de fonctionnement sont en grande partie liées au processus de mise en place de ces fora.

Ce document a donc pour objectif de capitaliser et d'analyser les expériences, les bonnes pratiques et les défis des fora nationaux de conseil agricole afin de renforcer leur efficacité, leur pérennité et leur contribution au développement du conseil agricole en Afrique de l'Ouest et Centre d'une part mais de l'Afrique de façon globale.

1. Méthodologie et limites de la capitalisation

1.1. Méthodologie de l'étude

Pour rédiger ce document de capitalisation, une approche méthodologique mixte a été adoptée. Elle a combiné recherche documentaire et collecte de données auprès de personnes ressources du conseil agricole (CA) et de présidents de fora nationaux de conseil agricole et rural de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

La recherche documentaire a inclus l'exploitation de rapports existants sur les fora nationaux, de publications scientifiques, de rapports d'activités et de documents produits par des structures intervenant dans le conseil agricole.

A la suite de cette recherche documentaire, deux questionnaires ont été élaborés grâce au logiciel intuitif KoboToolbox, puis envoyés respectivement aux personnes ressources (experts du CA) et présidents de fora. Au total, treize (13) personnes ont été sollicités pour cette étude dont sept (07) experts et sept (06) présidents de fora nationaux (Tableau 1).

Les questionnaires abordaient différents aspects du fonctionnement des fora et ont permis de recueillir des informations importantes sur la structuration institutionnelle, la gouvernance, les mécanismes de financement, les facteurs de réussites ainsi que les principaux défis rencontrés (voir les annexes 1 et 2).

Tableau 1 : Experts et Présidents de fora nationaux de conseil agricole touchés pour la réalisation de l'étude

Pays	Nombre d'Expert sollicité	Nombre de Président de fora sollicité
Afrique de l'Ouest		
Burkina Faso	1	1
Bénin	1	1
Côte d'Ivoire	0	1
Ghana	1	1
Nigéria	1	1
Sénégal	1	0
Afrique Centrale		
Cameroun	1	0
République Démocratique du Congo	1	1
Total	7	6

1.2. Limites de l'étude

Au cours de la mise en œuvre de l'étude, plusieurs difficultés pratiques ont été rencontrées notamment :

- ▶ la disponibilité limitée des informations lors de la recherche documentaire. En effet, plusieurs rapports et documents étaient incomplets ou difficiles d'accès ;
- ▶ les réponses partielles ou tardives des questionnaires ;
- ▶ la complexité des thématiques abordées surtout les aspects liés à la gouvernance, au financement, aux principes fondamentaux et aux leçons apprises sur le fonctionnement des fora.

2. Caractérisation et importance d'un forum national de conseil agricole

2.1. Définition du forum national de conseil agricole

Le forum national de conseil agricole est une plateforme de concertation nationale regroupant les acteurs de tous les secteurs œuvrant dans les services de conseil agricole destiné à favoriser le partage d'expériences, la création de synergies entre les acteurs et la mutualisation afin de mieux accompagner les producteurs sur le terrain suivant la diversité de leurs besoins (Inter-réseaux, 2019b).

2.2. Principes fondamentaux d'un forum national de conseil agricole

Les fora nationaux de CA reposent sur un ensemble de principes directeurs qui assurent pertinence, efficacité et pérennité au système agricole. Ces principes peuvent être synthétisés comme suit :

- ▶ **l'harmonisation et l'appropriation nationale.** Le forum doit permettre l'alignement des politiques et stratégies nationales de CA tout en assurant une appropriation par l'ensemble des acteurs locaux pour garantir une cohérence et une durabilité des interventions.
- ▶ **l'inclusivité et la participation multipartite.** Le forum doit être une plateforme ouverte à tous les acteurs du CA (secteur public et privé, organisations de producteurs, ONG, institutions de recherche et de formation, etc.) et favoriser la participation active et le dialogue multi-acteurs.

- ▶ **l'approche centrée sur les agriculteurs.** Le forum doit veiller à ce que les services de conseil soient adaptés aux besoins réels des producteurs, accessibles, de proximité et sensibles aux contextes locaux.
- ▶ **la responsabilité et la gestion de la performance.** Les activités et décisions du forum doivent être guidées par la responsabilité, la transparence et l'éthique, avec des mécanismes clairs de suivi et d'évaluation des performances.
- ▶ **l'approche fondée sur les données et l'innovation.** Les décisions et recommandations doivent s'appuyer sur des données factuelles et encourager l'innovation dans les pratiques et méthodes de conseil agricole.
- ▶ **l'équité et le genre.** Le forum doit promouvoir l'équité dans l'accès aux services de conseil en intégrant explicitement les questions du genre et favoriser l'inclusion des femmes et des jeunes.
- ▶ **la communication et la transparence.** Une communication ouverte et transparente est essentielle pour renforcer la confiance entre les acteurs et assurer efficacement le partage efficace des informations et des bonnes pratiques.
- ▶ **l'adaptabilité et la vision d'avenir.** Le forum doit être capable de s'adapter aux évolutions du contexte agricole et rural tout en ayant une vision stratégique à long terme pour le développement du secteur.
- ▶ **la déontologie et l'éthique professionnelle.** Le forum repose sur des principes éthiques et déontologiques garantissant la crédibilité et la légitimité des services de conseil fournis.
- ▶ **l'approche participative et le renforcement des capacités.** Les activités du forum doivent promouvoir une approche participative incluant le renforcement des compétences des conseillers agricoles et des institutions impliquées dans le service de conseil agricole (SCA).

2.3. Principaux objectifs qu'un forum devrait poursuivre

Le forum de conseil agricole a pour vision d'améliorer l'efficacité, la qualité et l'impact des SCA et de renforcer la cohérence du système dans un contexte de pluralité. Le forum poursuit les objectifs suivants :

- ▶ **assurer l'accès aux SCA au dernier kilomètre.** Il contribue à rapprocher les services de conseil des producteurs en facilitant un accompagnement de proximité, accessible et adapté aux réalités locales (exploitations les plus isolées).
- ▶ **appuyer l'Etat dans l'orientation stratégique et la régulation des services fournis.** Le forum aide les pouvoirs publics à définir les politiques et orientations stratégiques du CA tout en contribuant à la régulation et à l'encadrement de la qualité des services fournis par les différents acteurs.
- ▶ **renforcer la coordination et l'alignement des acteurs.** Le forum favorise une meilleure coordination des prestataires de SCA et veille à leur alignement avec les politiques nationales afin d'assurer la cohérence et la complémentarité des interventions.
- ▶ **améliorer la qualité et la professionnalisation des services.** Il contribue à l'établissement des normes professionnelles, au renforcement des compétences des conseillers et à l'amélioration continue de la qualité des services offerts aux agriculteurs.
- ▶ **renforcer les liens entre les acteurs du système agricole.** Le forum facilite les interactions entre recherche, vulgarisation, agriculteurs et marchés afin de promouvoir un meilleur transfert des connaissances et une adoption plus rapide des innovations.
- ▶ **améliorer l'accès à l'information agricole.** Il vise à garantir aux producteurs un accès régulier à des informations fiables, pertinentes et actualisées essentielles à la prise de décision.
- ▶ **promouvoir une agriculture durable et adaptée au climat.** Il soutient la diffusion de pratiques qui favorisent la durabilité des systèmes agricoles notamment à travers la promotion d'une agriculture climato-intelligente.
- ▶ **mettre en place des systèmes de suivi, évaluation et apprentissage.** Le forum doit encourager le développement de mécanisme de suivi et d'apprentissage afin de permettre d'évaluer les performances des services de conseil et d'améliorer les interventions de manière continue.

- ▶ **encourager l'innovation et la digitalisation.** Il favorise l'intégration de solutions numériques et d'approches innovantes qui permettent de moderniser le conseil agricole et d'en améliorer l'efficacité.
- ▶ **contribuer à la modernisation et à la structuration du conseil agricole.** Le forum participe à la modernisation du conseil agricole, au renforcement des capacités des acteurs et à la structuration économique des filières afin d'améliorer la compétitivité et les revenus des producteurs.

2.4. Rôle spécifique d'un forum dans la fourniture des services de conseil agricole

Les fora jouent un rôle spécifique dans la fourniture des services de conseil agricole. Il s'agit notamment de :

- ▶ **l'accompagnement des producteurs vers des systèmes agricoles modernes, durables et rentables.** Le forum contribue ainsi à orienter les SCA vers des pratiques innovantes, adaptées aux réalités locales et favoriser l'amélioration des performances économiques, sociales et environnementales des exploitations agricoles.
- ▶ **le développement et l'encadrement des SCA** à travers la définition des orientations stratégiques pour un conseil ciblé, pertinent et efficace ; la mise en place de mécanisme de régulation et de professionnalisation du secteur ; l'appui à la formation des conseillers agricoles et la promotion des dispositifs de suivi, évaluation et/ou sanction pour garantir la qualité des services.
- ▶ **la coordination des acteurs.** Il assure la coordination entre les différents acteurs du CA afin de renforcer les synergies et harmoniser les interventions.
- ▶ **le plaidoyer basé sur des données probantes.** En s'appuyant sur des données factuelles, le forum tente d'influencer les politiques publiques dans l'optique d'améliorer les dispositifs de CA et soutenir les intérêts des producteurs et prestataires de services.

2.5. Valeur ajoutée d'un forum dans un contexte pluraliste de conseil agricole où la coordination et le contrôle de la fourniture des services devrait être un rôle régalien des Etats

Dans un contexte de pluralité des acteurs du CA, les capacités de l'Etat à assurer seul la coordination et le contrôle des services deviennent limitées. Le forum national apparaît ainsi

comme un dispositif complémentaire essentiel apportant une valeur ajoutée significative au fonctionnement et à l'efficacité des SCA. Il contribue à :

- ▶ **accélérer l'innovation et améliorer la prise de décision.** Grâce à sa proximité avec les acteurs de terrains et à sa capacité à fédérer les expertises, le forum facilite l'identification de solutions technico-économiques adaptées et améliore la prise de décision au profit des producteurs.
- ▶ **prioriser et résoudre les problématiques urgentes.** Le forum permet d'identifier et prioriser les préoccupations réelles des acteurs sur le terrain.
- ▶ **constituer un allié stratégique de l'Etat.** Il apparaît comme un outil stratégique de gouvernance et aide à renforcer, structurer, coordonner et unifier les interventions.

2.6. Facteurs de réussite d'un forum national de conseil agricole

La réussite d'un forum dépend de plusieurs conditions essentielles qui lui permettent d'assurer son efficacité, sa durabilité et son impact sur les systèmes de conseil agricole. Les éléments clés de cette réussite se présentent comme suit :

- ▶ rôle déterminant du leadership (présence de « champions » capables de mobiliser les acteurs et les ressources) ;
- ▶ appropriation du forum par les membres et les parties prenantes ;
- ▶ mécanisme de financement durable ;
- ▶ renforcement des capacités des membres ;
- ▶ communication interne et externe y compris avec les autres pays ;
- ▶ crédibilité et neutralité du forum ;
- ▶ système de gouvernance transparent, démocratique et inclusif ;
- ▶ capacité à mener des actions concrètes avec une présence et une influence stratégique.

3. Etats des lieux des fora nationaux de CA en Afrique de l'Ouest et du Centre

En Afrique, les fora nationaux de CA sont reliés à des réseaux sous-régionaux de conseil agricole comme le Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre (RESCAR-AOC) pour la zone Afrique de l'Ouest et du Centre et le Forum régional d'Afrique Australe pour les services de conseil agricole (SARFAAS) pour la zone Afrique Australe. Ces réseaux sont soutenus par les organisations faîtières de conseil agricole que sont le Forum africain pour les services de conseil agricole (AFAAS) et le Forum mondial des services de conseil rural (GFRAS).

La **figure 1** présente la structuration mondiale des fora et réseaux d'acteurs du conseil agricole.

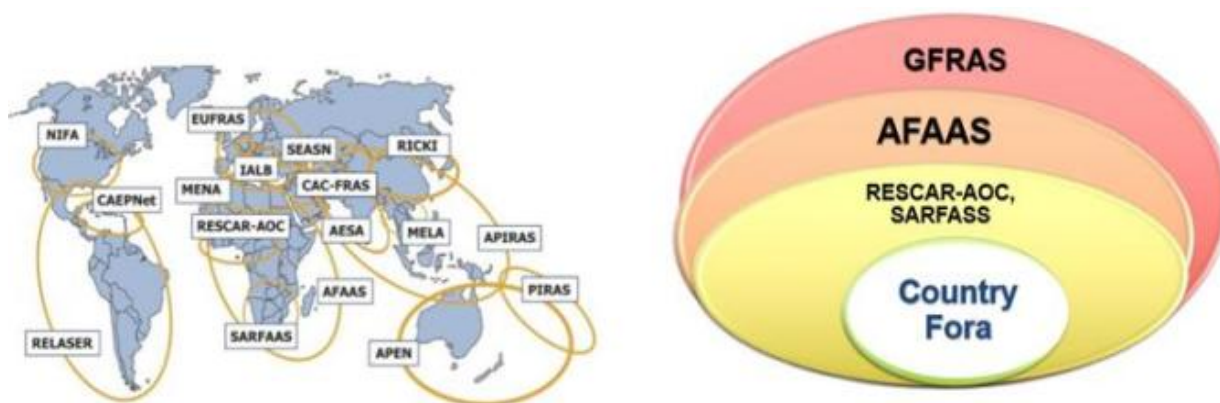


Figure 1 : Cartographie mondiale des fora et réseaux d'acteurs de conseil agricole

(Source : Inter-réseaux, 2019b)

4. Fonctionnement des fora nationaux

4.1. Structuration des fora nationaux

La structuration des fora nationaux de conseil agricole repose sur une organisation institutionnelle qui permet non seulement de coordonner les acteurs mais également de faciliter la gouvernance de l'entité. Le modèle de fonctionnement des foras doit être suffisamment souple pour évoluer en fonction des besoins nouveaux et émergents. Quatre (04) ou cinq (05) unités structurantes composent le modèle. Il s'agit de :

- ▶ **l'assemblée générale.** Elle constitue l'organe suprême de décision et est chargée de définir les orientations stratégiques du forum. Elle regroupe l'ensemble des membres du

forum réparties par catégories d'acteurs (institutions publiques, organisations de producteurs, secteur privé, instituts de recherche et de formations, ONG et partenaires techniques et financiers).

- ▶ **le conseil d'administration.** C'est l'organe de gouvernance chargé de la mise en œuvre des décisions prises par l'assemblée générale. Il assure l'orientation stratégique du forum, le suivi de la mise en œuvre des activités, la mobilisation des ressources et la supervision du secrétariat exécutif.
- ▶ **le secrétariat (ou bureau) exécutif.** Il constitue l'organe opérationnel du forum et est responsable de la coordination des activités et des projets, de l'organisation des réunions et des ateliers, de la communication et la diffusion des informations, de la gestion administrative et financière.
- ▶ **Comité de surveillance (ou comité de suivi).** C'est un organe clé de gouvernance, dont le rôle principal est de veiller à la bonne exécution des missions du forum et de contrôler sa gestion. Il exerce un double rôle de contrôle et de conseil. Il veille à l'efficacité des dispositifs de suivi, à l'application des orientations stratégiques, ainsi qu'à l'adhésion aux cadres institutionnels, réglementaires et aux principes de bonne gouvernance.
- ▶ **les groupes de travail.** Certains foras disposent de groupes de travail qui permettent de mobiliser l'expertise technique des membres et de produire des recommandations pour améliorer le conseil agricole.

4.2. Gouvernance actuelle des fora nationaux

La majorité des fora nationaux de conseil agricole disposent des unités structurantes citées plus haut (au moins 4 sur les 5 ou toutes les 5). Les réalités institutionnelles, politiques et organisationnelles de ces organisations impactent fortement leur fonctionnement. En effet, certains fora comme ceux du Bénin et du Nigéria bénéficient d'un solide ancrage institutionnel où la collaboration avec le ministère de l'agriculture et les autres acteurs renforce leur légitimité et leur capacité d'action. A l'inverse, d'autres foras rencontrent des difficultés à établir une collaboration durable avec les institutions publiques (notamment les ministères en charge de l'agriculture), ce qui limite la portée de leurs actions et la reconnaissance de leur rôle stratégique dans le conseil agricole.

Cependant, d'autres fora bénéficient à l'instar de ceux du Bénin et du Nigéria, d'un ancrage institutionnel formel, mais rencontrent les mêmes difficultés de fonctionnement qui ne bénéficient pas d'un ancrage institutionnel. Ces constats permettent de déduire que la qualité du leadership, la définition claire des rôles et responsabilités de chaque unité structurante, la capacité à mobiliser les acteurs clés du conseil et l'instauration de mécanismes de gestion opérationnels et inclusifs sont tout aussi déterminants dans la gouvernance des fora nationaux de conseil agricole.

4.3. Inclusivité et participation de l'ensemble des acteurs du conseil agricole aux actions des fora nationaux

En Afrique de l'Ouest et du Centre, les foras nationaux de conseil agricole sont composés par une multitude d'acteurs. Ces catégories varient d'un pays à un autre mais se composent essentiellement des acteurs suivants :

- les organismes de conseil publics et privés ;
- les institutions de recherche publiques et privées ;
- les organisations de professionnels agricoles ;
- les ministères en charges du développement rural ;
- les agences de développement agricole ;
- les producteurs agricoles ;
- les interprofessions.

L'inclusivité au sein de ces foras est effective du fait de la diversité des acteurs mais leur participation aux actions reste quelquefois contrastée. En effet, la faible capacité de certains fora à instaurer un modèle économique durable et un mécanisme de gestion opérationnel engendrent une faible implication des acteurs aux différentes activités organisées. Parallèlement, certains de ces fora bénéficient régulièrement de cadres d'échanges et de partages d'expériences à travers des événements régionaux et internationaux organisés par AFAAS et le GFRAS. Ces rencontres permettent de favoriser l'implication, le renforcement des interactions, la vision des actions concrètes et l'apprentissage mutuel entre les acteurs du conseil agricole.

4.4. Contribution réelle des fora nationaux à la fourniture des services de conseil agricole

La mise en place des fora constitue l'une des meilleures approches pour répondre au défi de coordination et de cohérence des actions des acteurs du conseil agricole à différentes échelles (nationale, régionale, mondiale) (Inter-réseaux, 2019b). A l'échelle nationale, le forum de conseil agricole a un rôle de définition des règles éthiques pour la fourniture des services de conseil agricole (Inter-réseaux, 2019b). Ils permettent entre autres de renforcer les systèmes de vulgarisations et de conseil agricole à travers diverses contributions.

Au Benin par exemple, le forum participe à l'évaluation et l'élaboration de stratégies nationales de conseil agricole, partage son expertise au profit des acteurs. Il a également introduit de nouvelles méthodes et outils de conseil notamment le conseil à l'accès aux marchés, le conseil agricole intégré, le modèle Tem Sesiabun Gorado ou modèle TSG, etc. Le forum du Burkina Faso a participé à des études sur le conseil agricole et rural notamment à l'élaboration du guide national des méthodes et outils de conseil et de vulgarisation agricole. Il a contribué également à la capitalisation des méthodes et approches d'agribusiness innovants comme l'approche RuralInvest, l'approche Pôles d'Entreprises Agricoles, 2SCALE, VBA. En plus, le forum fournit une base de données des agents vulgarisateurs et conseillers agricoles au Burkina Faso. Le forum au Nigéria quant à lui participe et organise des rencontres internationales sur le conseil agricole (organisation de la 6^{ème} édition de la semaine africaine de vulgarisation agricole en 2023 et participation à celle de 2025 au Malawi), rédige des documents politiques dont la première politique de vulgarisation agricole au Nigéria, facilite le dialogue politique sur l'intégration de l'agriculture adaptée au climat. En outre, il renforce les capacités des acteurs du conseil sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), promeut les services de VCA axés sur le marché en s'appuyant sur les TIC. En Côte d'Ivoire, le forum met en place des plateformes d'innovations avec des impacts socio-économiques importants pour les filières concernées. Ces contributions apportent de véritables changements concrets aux systèmes nationaux de conseil agricole.

4.5. Principaux défis rencontrés dans la gouvernance et le fonctionnement des fora nationaux

Les fora nationaux rencontrent de nombreux défis tant dans la gouvernance que dans leur fonctionnement. Ces défis peuvent être regroupés en cinq (05) grandes catégories qui permettent de mieux comprendre les contraintes qui les affectent :

► **les défis institutionnels et de gouvernance**

- la difficulté de mobilisation et de coordination des acteurs du secteur agricole ;
- le faible engagement de certaines parties prenantes ;
- l'absence ou la faible implication des services publics de vulgarisation agricole ;
- faible engagement politique et insuffisances des politiques et cadres réglementaires ;
- les approches de vulgarisation encore descendantes et limitant la participation des acteurs ;
- la faible structuration des organisations de producteurs.

► **les défis financiers et économiques**

- le manque de financement et l'inexistence de modèle économique durable ;
- l'absence ou l'insuffisance de ressources financières pour mener les activités du forum ;
- la forte dépendance aux financements de projets ;
- les coûts élevés liés à la mobilisation des acteurs ;
- les difficultés d'accès au crédit pour les producteurs ;
- le manque de financement pour développer des services à valeur ajoutée pour les membres.

► **les défis liés à la mobilisation et à l'engagement des acteurs**

- la faible capacité à mobiliser et réunir les acteurs ;
- la faible implication des membres et la difficulté à pouvoir inciter/renforcer leur implication ;
- la difficulté à démontrer rapidement les bénéfices concrets du forum (retour sur intérêt peu visible à court terme notamment sur 5 ans) ;
- l'individualisme dans le secteur agricole limitant les dynamiques collectives.

► **les défis de communication, visibilité et sensibilisation**

- la faible capacité à faire connaître la pertinence et la valeur ajoutée des actions du forum ;
- l'insuffisance de canaux de communication et de sensibilisation ;

- la difficulté de diffusion de l'information dans certaines zones (faible couverture téléphonique, situation sécuritaire dégradée, etc.).
- ▶ **les défis structurels et techniques du secteur agricole**
 - le faible niveau de mécanisation et de la productivité agricole ;
 - l'insuffisance des services de vulgarisation dans certaines zones pour des raisons sécuritaires ;
 - les difficultés structurelles affectant l'ensemble du système de vulgarisation et de conseil agricole.

4.6. Leçons apprises sur la mise en place et le fonctionnement des fora nationaux

La mise en place et le fonctionnement des fora nationaux permettent de tirer plusieurs enseignements dont :

- ▶ la nécessité de démontrer et de valoriser la plus-value du forum auprès des membres et des partenaires ;
- ▶ l'importance de mettre en évidence la contribution du forum aux objectifs globaux du secteur agricole ;
- ▶ le besoin de définir des indicateurs précis pour mesurer et évaluer le niveau de réalisation des objectifs et l'impact du forum ;
- ▶ la nécessité de disposer de ressources financières durables ;
- ▶ la nécessité de renforcer les capacités des membres et de professionnaliser le secteur ;
- ▶ l'importance de l'ancrage institutionnel du forum.

5. Pertinence actuelle des fora nationaux et recommandations pour leur mise en place ou redynamisation

5.1. Pertinence actuelle des fora nationaux

Les fora nationaux de conseil agricole sont importants et encore plus pertinents de nos jours. En effet, ils servent de cadre de concertation neutres et inclusifs pour coordonner les actions de développement rural et permettent d'harmoniser les interventions pour répondre aux défis de productivité et de sécurité alimentaire. Ils permettent aussi de mener des actions de

plaidoyers pour que le conseil agricole soit mieux intégré dans les politiques nationales et facilitent le partage des bonnes pratiques tout en tenant compte des besoins réels des producteurs.

5.2. Recommandations pour lever les principaux défis rencontrés dans le fonctionnement actuel des fora nationaux

Les défis identifiés dans le fonctionnement des fora nationaux peuvent être levés à travers une combinaison d'actions stratégiques. Les actions entreprises doivent permettre de renforcer leur gouvernance, performance et durabilité. Il est donc recommandé de :

- ▶ développer le réseautage et la mobilisation des acteurs afin de renforcer les échanges, la collaboration, et les synergies entre acteurs ;
- ▶ renforcer les capacités des acteurs ;
- ▶ intensifier les plaidoyers afin de promouvoir le rôle du forum auprès des décideurs publics et la sensibilisation des acteurs sur l'importance de la collaboration et la synergie dans le secteur agricole ;
- ▶ renforcer les partenariats institutionnels entre les fora, les ministères en charge de l'Agriculture et les institutions de recherche et de formation ;
- ▶ décentraliser les actions à travers des foras régionaux ;
- ▶ mettre en place des mécanismes de financement durable (diversification des sources de financement, cotisations des membres, etc.)
- ▶ renforcer l'autonomisation et la durabilité des fora (développer des stratégies d'autonomisation financière, nouer des partenariats forts pour soutenir les activités).

5.3. Recommandation pour la redynamisation des fora nationaux en souffrance

La redynamisation des fora nationaux de CA doit s'adapter au niveau de maturation du forum et tenir compte des défis liés au fonctionnement de chaque forum. Elle nécessite une approche structurée combinant organisation, mobilisation des acteurs et renforcement stratégique. Les actions pour redynamiser les fora peuvent être de :

- ▶ identifier et impliquer les acteurs clés aux niveaux national et régional (Etat, OP, ONG, secteur privé, etc.) ;
- ▶ mettre en place des mécanismes efficaces de mobilisation et d'engagement des membres ;

- ▶ organiser des cadres d'échanges réguliers autour de thématiques pertinentes et prioritaire pour le secteur agricole ;
- ▶ favoriser des synergies opérationnelles entre les acteurs afin d'améliorer les interventions ;
- ▶ renforcer les capacités des acteurs et outiller les fora de guide de fonctionnement durable et qui inclut des stratégies de collaboration avec les partenaires techniques et financiers ;
- ▶ consolider la structuration juridique des fora (formalisation juridique, création de bureau fonctionnel avec personnel permanent, etc.)
- ▶ mettre en place une stratégie claire (plan stratégique de développement du conseil agricole et rural) et utiliser ce plan pour orienter les actions du forum sur le moyen terme (au moins 5 ans) ;
- ▶ adapter les stratégies du forum aux réalités locales afin de garantir leur efficacité ;
- ▶ renforcer le plaidoyer et la communication ;
- ▶ assurer la mobilisation des ressources financières ;
- ▶ encourager les organisations régionales et continentales à prendre en compte les spécificités des pays dans leurs intervention.

5.4. Recommandations pour la mise en place de nouveaux fora nationaux de conseil agricole

Le processus de mise en place de nouveaux fora nationaux de conseil agricole a été développé en 2024 par le RESCAR-AOC dans son document stratégique de mise en place et/ou dynamisation des fora nationaux ou plateformes nationales de conseil agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce référentiel peut s'appuyer sur les recommandations suivantes pour améliorer et/ou consolider le processus de mise en place :

- ▶ réaliser un état des lieux du secteur notamment en faisant une analyse approfondie du système de conseil agricole existant et s'appuyer sur ce diagnostic pour définir le positionnement et la valeur ajoutée du forum ;
- ▶ prioriser les actions clés et visibles du forum ;
- ▶ promouvoir une participation large et inclusive ;
- ▶ décentraliser les activités du forum.

Conclusion

Les fora nationaux de conseil agricole jouent un rôle stratégique et incontournable dans le renforcement des systèmes de conseil agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre. Leur pertinence réside dans leur capacité à structurer un conseil agricole devenu pluraliste, faciliter la coordination entre les acteurs, soutenir le transfert de connaissances et des innovations agricoles et à influencer les politiques agricoles pour une agriculture durable, performante et préservatrice de l'environnement.

Malgré cette importance avérée, les fora nationaux de conseil agricole rencontrent plusieurs défis majeurs d'ordre organisationnel, institutionnel, technique et financier. Ces obstacles limitent souvent la continuité et la portée des activités réduisant ainsi l'impact potentiel des fora sur le terrain.

Pour améliorer le fonctionnement de ces plateformes, plusieurs pistes d'actions sont à envisager notamment le renforcement du leadership et l'inclusion, l'organisation de formation régulière et des ateliers de partages d'expériences, le développement de plans stratégiques et opérationnels et la mise en place d'un modèle économique durable. La mise en place de telles mesures permettra aux fora nationaux de renforcer leur crédibilité, visibilité et leur impact tout en contribuant à rendre les systèmes de conseil agricole plus cohérents, innovants et inclusifs.



Bibliographie

CEA, 2012. Exploiter le Potentiel Agricole pour la Croissance et le Développement en Afrique de l'Ouest. 93p.

Inter-réseau, 2019a. Bulletin de synthèse souveraineté alimentaire : Vers la relance du conseil agricole en Afrique ? N°29-Octobre 2019, 8p.

Inter-réseau, 2019b. Conseil agricole au Burkina : Enjeux et défis autour des TIC et des jeunes. Septembre 2019, 15p.

RESCAR-AOC, 2024a. Rapport des webinaires sur l'importance et les modalités des cadres de concertation entre acteurs du conseil agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre : Aperçu du RESCAR-AOC et des fora nationaux. Novembre 2024, 16p.

RESCAR-AOC, 2024b. Stratégie de mise en place et/ou de dynamisation des fora ou plateformes nationales de conseil agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre. Novembre 2024, 18p.

Annexe 1 : Questionnaire d'échange avec les experts du conseil agricole sur le dysfonctionnement des fora nationaux

1. Quelle est votre compréhension de ce qu'est un forum national de conseil agricole ?
2. Quels sont les principes fondamentaux d'un forum national de conseil agricole ?
3. Quels sont les principaux objectifs qu'un forum devrait poursuivre ?
4. Quelles sont vos appréciations sur les objectifs réels des fora que vous connaissez (acquis et insuffisances) ?
5. Quel est le rôle spécifique qu'un forum devrait jouer dans la fourniture des services de conseil agricole ?
6. Est-ce que les fora mis en place arrivent à jouer ce rôle ? acquis et insuffisances
7. Quelle est la valeur ajoutée d'un forum dans un contexte pluraliste de conseil agricole où la coordination et le contrôle de la fourniture des services devrait être un rôle régalien des Etats ?
8. Quelles sont vos appréciations de la structuration et la gouvernance actuelle des fora nationaux que vous connaissez (acquis et insuffisances sur leur inclusivité, gouvernance, etc.)
9. Qu'est ce qui limite aujourd'hui la participation de l'ensemble des acteurs du conseil agricole aux fora des différents pays et quelles sont vos suggestions pour lever ces défis ?
10. Qu'est-ce qui limite aujourd'hui le bon fonctionnement des fora nationaux et quelles sont vos suggestions d'amélioration ?
11. Quelles sont vos suggestions d'action pour la redynamisation des fora nationaux ?
12. Quelles sont vos recommandations d'action dans le cadre de la mise en place de nouveaux fora de conseil agricole ?
13. Pensez-vous que les fora sont toujours pertinents aujourd'hui ? Pourquoi ?
14. Merci de nous partager les rapports et autres documents à consulter sur les fora nationaux.

Annexe 2 : Questionnaire d'échange avec les présidents de fora nationaux de conseil agricole

1. Qu'est-ce qui a motivé la création de votre forum ?
2. Qui a financé les activités pour la mise en place de votre forum ?
3. Quelles sont les structures qui ont adhéré officiellement votre forum ? Donnez la liste et le mail de chaque structure membre du forum
4. Le forum a-t-il une reconnaissance juridique à jour ?
5. Quelles sont les instances décisionnelles au sein du forum ?
6. Quels sont les catégories d'acteurs qui interviennent au sein du forum ?
7. Quelles sont les principales sources de financement du forum ?
8. Le forum dispose-t-il d'un modèle économique durable ?
9. Quelles sont les principales actions du forum, reconnues au niveau national ?
10. Quels changements concrets le forum a-t-il apportés au système de conseil agricole ?
11. Le forum participe-t-il à l'élaboration des politiques agricoles ? si oui, sur quelles activités le forum a été impliqués ?
12. Existe-t-il un partage régulier d'expériences entre votre forum et d'autres fora ?
13. Quels sont les défis de fonctionnement de votre forum ?
14. Quelles sont vos suggestions d'action pour rendre votre forum plus dynamique ?
15. S'il fallait créer à nouveau, un forum de conseil agricole, quelles sont les principales actions que vous allez considérer afin que ce forum soit plus opérationnel ?



À PROPOS DU RESCAR-AOC



Créé en 2010, le RESCAR-AOC est une plateforme multi-acteurs dédiée au conseil agricole et rural en Afrique de l'Ouest et du Centre. Membre de l'AFAAS et du GFRAS, le réseau s'aligne sur leurs objectifs et milite activement pour des synergies et des partenariats avec ces organisations et tous les acteurs du développement agricole et rural, dans un esprit de subsidiarité.

Sa vision : un conseil agricole et rural qui facilite efficacement le développement de systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et durables dans la sous-région.

Pour y arriver, le RESCAR-AOC mise sur l'apprentissage, l'innovation, le renforcement des capacités et un dialogue inclusif entre les acteurs et les parties prenantes, parce que la transformation durable du conseil agricole et rural se construit ensemble.

01 BP 6630 Ouagadougou 01 Burkina Faso

Rue 28.227 Dassasgo

contact@rescar.org ; www.rescar.org